



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 23/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYMEVAD

60 RUE Mirabeau prolongée
CS 10 014
62141 Évin-Malmaison

Références : 243-2025
Code AIOT : 0007005848

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement SYMEVAD implanté Rue Albert Carré 62110 Hénin-Beaumont. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYMEVAD
- Rue Albert Carré 62110 Hénin-Beaumont
- Code AIOT : 0007005848
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SYMEVAD (Syndicat Mixte d'Élimination et de Valorisation des Déchets) assure depuis le 1er janvier 2007 la compétence traitement des déchets ménagers et assimilés de la CAHC, de la CAD (respectivement Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin et du Douaisis) et de la Communauté de Communes OSARTIS (Vitry-en-Artois). Il a été autorisé par arrêté préfectoral du 12/12/2013 à exploiter sur le territoire de la commune d'HENIN-BEAUMONT, en lieu et place de l'ancienne usine d'incinération des ordures ménagères, une unité industrielle TVME : Tri - Valorisation - Matière - Énergie.

Cette unité a été dimensionnée pour traiter 100 000 t/an de déchets ménagers et assimilés (ordures ménagères résiduelles, refus de tri issus des collectes sélectives et « tout-venant » provenant des déchèteries) et pour produire notamment :

- une fraction recyclable comprenant des métaux ferreux et non ferreux, du bois et des inertes
- un combustible solide de récupération (CSR) de qualité cimentière, destiné à être valorisé thermiquement : environ 33 000 t/an
- du biogaz, injecté dans la canalisation de transport de gaz naturel (GrDF) qui passe à proximité du site d'implantation : quantité estimée à plus de 3,8 millions de Nm³/an.

La fraction non valorisable, estimée à 20 000 t/an, doit être éliminée en installation de stockage de déchets non dangereux.

L'unité de Tri et Valorisation Matière Énergie, implantée sur un terrain d'environ 3 ha regroupe :

- plusieurs bâtiments fermés pouvant être décomposés en 5 modules principaux :

1- réception des déchets acheminés sur site par camions

2- tri mécanique des déchets : la chaîne de tri, composée d'équipements tels que cribles rotatifs, séparateurs... permet de séparer la fraction humide et riche en matière organique des déchets (85% du tonnage entrant des ordures ménagères) de la fraction sèche envoyée en affinage du CSR, et aussi d'extraire les inertes et les refus.

3- réaction biologique aérobie : homogénéisation, mélange et agitation de la fraction riche en matière organique des déchets avec apport d'eau conséquent. Cette étape permet de solubiliser dans l'eau une partie de la fraction organique et des chlorures. Après plusieurs jours de présence dans le mélangeur, les déchets sont pressés ; la fraction solide subit un séchage biologique et la fraction liquide riche en matière organique est dirigée vers l'installation de méthanisation.

4- séchage biologique : cette opération vise à sécher au mieux la fraction solide des déchets issue du module 3 avec insufflation d'air et la seule chaleur produite par les micro-organismes. Après décompactage, les résidus séchés sont acheminés vers l'affinage du CSR.

5- affinage du CSR : l'objectif est de séparer les corps lourds (inertes), des corps légers (combustibles) qui constitueront le CSR. Un tri granulométrique est effectué au moyen de cribles plans vibrants et une séparation par tri optique permet l'extraction du PVC. Deux fractions de CSR sont produites (fraction 0 - 20 mm et fraction inférieure à 30 mm) ; elles sont déferrillées avant évacuation.

- une installation de méthanisation et de gestion des effluents : elle est alimentée par les eaux de pressage issues du module 3 qui subissent un prétraitement physique puis une digestion anaérobie (deux digesteurs) permettant de valoriser la matière organique en produisant du biogaz.

- une installation de traitement et valorisation du biogaz : le biogaz produit est dirigé vers une unité spécifique pour épuration ; un gazomètre est présent pour stocker provisoirement le biogaz en cas d'indisponibilité de cette unité de traitement. Le biométhane ainsi obtenu est injecté dans le réseau GrDF, et pour une faible quantité, valorisée en interne, en qualité de combustible pour la chaudière procédé.

- des équipements de traitement de l'air : dépoussiéreurs dotés de filtres à charbon actif, laveurs de gaz, biofiltre.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
5	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur la réalisation des campagnes de recherche et d'analyses des substances PFAS dans les rejets aqueux du site (eaux résiduelles avant envoi vers la station d'épuration de la CAHC et eaux pluviales de toitures et de voiries) en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, ainsi que le report sur GIDAF.

Il en ressort que la concentration, pour chacun des 28 PFAS analysés, reste sous le seuil de quantification alors que le flux massique journalier moyen en AOF est estimé à 28,37 g/j. Ce niveau de flux massique journalier en AOF place le site dans les établissements représentant 99% des flus en AOF.

Aucune corrélation n'a pu être établie entre les PFAS et la valeur AOF.

Une surveillance trimestrielle doit être poursuivie sur les PFAS et AOF sur les mêmes rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats :

Les différentes catégories d'effluents en provenance du site sont les suivantes :

- effluent n° 1 : eaux pluviales en provenance des toitures des bâtiments,
- effluent n° 2 : eaux pluviales de ruissellement sur les voies de circulation et parkings, susceptibles d'être polluées,
- effluent n° 3 : eaux domestiques
- effluent n° 4 : eaux de procédé qui comprennent :
 - la partie non recirculée des eaux issues de la méthanisation. La méthanisation est alimentée majoritairement par les jus de procédé issus des mélangeurs DAMP et également par la collecte des condensats au niveau des tunnels de séchage, par les eaux issues de l'installation de refroidissement et du traitement de l'air (purgés de déconcentration de la tour de refroidissement, purges des laveurs basique et acide et purges d'aspersion du biofiltre), par les eaux issues du lavage des équipements, bâtiments, engins...)
 - les eaux issues de l'épuration du biogaz

Les campagnes d'analyses des PFAS ont été réalisées sur les effluents n°1 (2 points de rejets), n°2 et n°4. Les résultats des 3 campagnes d'analyses figurent sous GIDAF :

-Pour les eaux pluviales : les campagnes d'avril 2024, mai 2024 et septembre 2024 ;

-Pour les eaux résiduaires : les campagnes de mai 2024, juin 2024 et juillet 2024.

L'exploitant a mandaté L'organisme **Eurofins Hydrologie Est SAS** (à Maxéville) pour effectuer les analyses. Cet organisme est accrédité COFRAC pour le prélèvement et l'échantillonnage d'eau en vue d'analyses physico-chimiques et microbiologiques et pour les analyses AOF.

Et « Eurofins Food & Feed Testing » a réalisé les analyses PFAS, disposant de l'équivalent de l'accréditation COFRAC pour les PFAS

L'exploitant a bien télédéclaré les résultats pour le paramètre AOF et pour les 20 PFAS obligatoires listés à l'article 3- 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, et a joint les bulletins d'analyses au format pdf.

Ils ont été transmis au fil de l'eau et modifiés le 11 avril 2025 à la demande de l'inspection en raison d'erreurs de report des valeurs dans les tableaux GIDAF (inversion des lignes).

Après un nouvel examen, l'inspection a constaté des incohérences ainsi que des erreurs d'unités (m^3/h au lieu de m^3/j) dans les résultats envoyés par le laboratoire.

Les limites de quantification définies à l'article 4 de l'arrêté ministériel sont : 2 g/l pour le paramètre AOF et 0,1 g/l pour les différents PFAS. La LQ a bien été respectée pour les différents PFAS.

En revanche, sur le paramètre AOF, la LQ n'a pas été respectée; en effet, pour certains résultats, il est indiqué « <100 μg ou <1 000 μg ». Le laboratoire justifie ce fait en précisant en observations : « Augmentation de la LQ des AOF en raison du caractère de la matrice ».

L'inspection estime que ces résultats doivent être considérés comme invalides et qu'il aurait été opportun de faire de nouveaux prélèvements pour analyses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher du bureau d'études pour corriger les erreurs d'unités et de remettre à jour ces bulletins sous GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La substance PFOS figure dans la liste des substances à rechercher obligatoirement selon l'article 3-2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Elle a bien été recherchée dans les échantillons de l'exploitant, mais elle n'a été quantifiée lors d'aucune des trois campagnes de mesure (la limite de quantification de 0,1 g/l a été respectée).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait le choix d'analyser dans ces rejets les 20 PFAS obligatoires plus les 8 PFAS optionnels qui sont les suivants : acide Perfluorotetradécane (PFTA), acide perfluorohexadécanoïque (PFHxDA), acide</p>

<p>perfluorooctadécanoïque (PFODA), HFPO-DA (GenX), DONA, Perfluoro ([5-methoxy-1, 3-dioxola-4-yl]oxy) acetic, 6:2 Fluorotelomer alcool (6:2 FTOH) et Perfluoro-1-decanol (8:2 FTOH).</p> <p>L'inspecteur a interrogé l'exploitant au sujet des émulseurs. Celui-ci a précisé disposer sur son site d'un émulseur "BIOFILM 6S" dont il a donné la fiche produit. Cet émulseur contient des PFAS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera à l'inspection quel plan d'action, il compte mettre en place vis-à-vis de cet émulseur (recherche de substitution, conditions de stockage, prévision et conditions éventuelles d'élimination...)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le flux moyen journalier en AOF déterminé est de 28,37 g/j ; ce qui place l'établissement parmi ceux représentant 99 % des flux en AOF au niveau national et nécessitait une action au niveau national.</p> <p>L'inspection des installations classées a donc adressé un courrier à l'exploitant le 12 février 2025 pour lui signifier, et lui demander de mettre en œuvre la stratégie nationale qui s'articule autour de 3 axes : investiguer - réduire/supprimer et surveiller.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu établir de corrélation entre les PFAS et le paramètre AOF, puisque la concentration des PFAS recherchés reste sous le seuil de quantification. La campagne d'analyses a porté sur les eaux résiduelles mais également sur les eaux pluviales (eaux de toitures et eaux de voiries) pour lesquelles ont été détecté le paramètre AOF en quantité non négligeable (46 µg/l , 680 µg/l, 480 µg/l, 210 µg/l...).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none">- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
Constats : Dans son courrier du 12 février 2025, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de mettre en place une surveillance trimestrielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspecteur demande à l'exploitant de lancer sans tarder cette surveillance, qui doit se faire dans les mêmes conditions que les 3 campagnes initiales (mêmes substances recherchées et mêmes limites de quantification appliquées sur les 4 rejets).
Type de suites proposées : Sans suite